

Art. 7. — Le paiement de la prime est effectué par le fonds national de l'emploi en deux versements égaux sur production au directeur départemental du travail et de la main-d'œuvre d'un état nominatif des personnes ouvrant droit au versement de l'aide.

Art. 8. — Le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'économie et des finances, le ministre de l'éducation, le ministre du travail, le ministre du commerce et de l'artisanat et le secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur (Départements et territoires d'outre-mer), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 13 décembre 1976.

RAYMOND BARRE.

Par le Premier ministre :

Le ministre du travail,
CHRISTIAN BEULLAC.

Le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur,
MICHEL PONIATOWSKI.

Le ministre délégué auprès du Premier ministre
chargé de l'économie et des finances,
MICHEL DURAFOUR.

Le ministre de l'éducation,
RENÉ HABY.

Le ministre du commerce et de l'artisanat,
PIERRE BROUSSE.

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat,
ministre de l'intérieur (Départements et territoires
d'outre-mer),
OLIVIER STIRN.

MINISTERE DE LA QUALITE DE LA VIE

JEUNESSE ET SPORTS

Attribution, par équivalence, du brevet d'Etat à trois degrés d'éducateur sportif aux cadres techniques relevant du secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports.

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de la qualité de la vie (Jeunesse et sports),

Vu la loi n° 63-807 du 6 août 1963 modifiée réglementant la profession d'éducateur physique ou sportif et les écoles ou établissements où s'exerce cette profession ;

Vu la loi n° 75-988 du 29 octobre 1975 relative au développement de l'éducation physique et du sport ;

Vu le décret n° 63-435 du 29 avril 1963 portant statut du personnel contractuel des cadres techniques et pédagogiques de la jeunesse et des sports ;

Vu le décret n° 72-490 du 15 juin 1972 portant création d'un brevet d'Etat à trois degrés d'éducateur sportif ;

Vu l'arrêté du 30 juillet 1965 modifié fixant la liste des diplômes ouvrant droit à l'exercice de la profession d'éducateur physique ou sportif ;

Vu l'arrêté du 8 mai 1974 relatif aux examens de formation commune du brevet d'Etat à trois degrés d'éducateur sportif ;

Vu l'arrêté du 8 mai 1974 relatif aux examens de formation spécifique du brevet d'Etat à trois degrés d'éducateur sportif ;

Vu le décret n° 76-884 du 23 septembre 1976 relatif aux attributions du secrétaire d'Etat auprès du ministre de la qualité de la vie (Jeunesse et sports),

Arrête :

TITRE I^{er}

Art. 1^{er}. — Le brevet d'Etat du troisième degré d'éducateur sportif institué par le décret n° 72-490 du 15 juin 1972 susvisé est attribué, dans la discipline sportive considérée, aux personnes qui à la date de publication du présent arrêté sont en poste et exercent effectivement, sur décision du ministre chargé des sports, les fonctions de directeur technique national ou d'entraîneur national ou d'entraîneur national adjoint.

Art. 2. — Les personnels titulaires ou contractuels chargés à la date de publication du présent arrêté de l'enseignement d'une discipline sportive dans un établissement national du secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports pourront solliciter l'attribution, dans la discipline sportive considérée, du brevet d'Etat du troisième degré d'éducateur sportif.

Art. 3. — Les personnes qui, à la date de publication du présent arrêté, n'exercent plus les fonctions de directeur technique national ou d'entraîneur national ou d'entraîneur national adjoint mais ont été en poste et ont exercé effectivement l'une de ces fonctions pendant deux ans au moins, pourront solliciter l'attribution, dans la discipline sportive considérée, du brevet d'Etat du troisième degré d'éducateur sportif.

TITRE II

Art. 4. — Le brevet d'Etat du deuxième degré d'éducateur sportif institué par le décret n° 72-490 du 15 juin 1972 susvisé est attribué, dans la discipline sportive considérée, aux personnes qui à la date de publication du présent arrêté sont en poste et exercent effectivement, sur décision du ministre chargé des sports, les fonctions de conseiller technique régional ou de conseiller technique départemental.

Art. 5. — Les personnes qui, à la date de publication du présent arrêté, n'exercent plus les fonctions de conseiller technique régional ou de conseiller technique départemental mais ont été en poste et ont exercé effectivement l'une de ces fonctions pendant deux ans au moins pourront solliciter l'attribution, dans la discipline sportive considérée, du brevet d'Etat du deuxième degré d'éducateur sportif.

TITRE III

Art. 6. — Les personnes visées aux articles 2, 3 et 5 ci-dessus doivent adresser leur demande au directeur de l'éducation physique et des sports accompagnée de toute pièce justificative.

Art. 7. — Une commission, présidée par le ministre chargé des sports ou par son représentant, établit, par activité sportive régie par la fédération habilitée, la liste nominative des personnes bénéficiaires des dispositions du présent arrêté.

Art. 8. — Le directeur de l'éducation physique et des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 1^{er} décembre 1976.

JEAN-PIERRE SOISSON.

SECRETARIAT D'ETAT AUX ANCIENS COMBATTANTS

Décret n° 76-1159 du 14 décembre 1976 portant application du rapport constant établi par l'article L. 8 bis du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre en vue de la revalorisation au 1^{er} octobre 1976 du point d'indice des pensions militaires d'invalidité et accessoires de pensions.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'économie et des finances et du secrétariat d'Etat aux anciens combattants,

Vu le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre, et notamment les articles L. 8 bis et R. 1^{er} à R. 5 dudit code ;

Vu le décret n° 54-1127 du 12 novembre 1954 relatif au mode de calcul des pensions et accessoires de pensions alloués aux bénéficiaires du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre ;

Vu le décret n° 54-1169 du 24 novembre 1954 relatif au mode de calcul de la retraite du combattant ;

Vu le décret n° 74-652 du 19 juillet 1974 relatif à la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat, modifié notamment par le décret n° 76-596 du 6 juillet 1976 ;

Vu le décret n° 76-789 du 13 août 1976 portant constatation de la nouvelle valeur du point d'indice applicable aux pensions et accessoires de pensions des bénéficiaires du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre au 1^{er} juillet 1976 ;

Vu le décret n° 76-911 du 7 octobre 1976 portant majoration de la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat au 1^{er} octobre 1976,

Décrète :

Art. 1^{er}. — Par application du rapport constant établi par l'article L. 8 bis du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre, la valeur du point d'indice de pension militaire d'invalidité et d'accessoires de pensions, est portée à 21,38 F à compter du 1^{er} octobre 1976.

Art. 2. — Le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'économie et des finances et le secrétaire d'Etat aux anciens combattants sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 14 décembre 1976.

RAYMOND BARRE.

Par le Premier ministre :

Le ministre délégué auprès du Premier ministre
chargé de l'économie et des finances,

MICHEL DURAFOUR.

Le secrétaire d'Etat aux anciens combattants,
ANDRÉ BORD.